



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 01 au 07 septembre 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

| | |
|---|----------|
| 1.1 Pêche | 2 |
| • Marée noire : son impact sur le secteur de la pêche | |
| 1.2 Coopération | 3 |
| • Australia announces new High Commissioner to Mauritius | |
| 1.3 Sécurité maritime | 4 |
| • SECURITE – Des équipements informatiques pour le Centre national de fusion d'informations maritimes de Madagascar | |

2. Centres d'Intérêts

| | |
|--|----------|
| 2.1 Changement climatique | 5 |
| • Fonds vert pour le climat finance 4 pays insulaires de l'Océan Indien | |
| 2.2 Energies renouvelables | 6 |
| • Trente cinq mille panneaux solaires à Andranotakatra | |
| • Un projet de panneaux solaires flottant sera installé aux Seychelles | |
| 2.3 Pêche | 8 |
| • SWIOFish2 : 3960 kits pour les petits pêcheurs des régions Diana, Analanjirofo et Melaky | |

MARÉE NOIRE

Son impact sur le secteur de la pêche

Depuis la marée noire provoquée par l'échouement du MV Wakashio, les pêcheurs opérant dans la région du Sud-Est ont **très peu** de visibilité quant à leur avenir.



Paul Baker (Chief Executive
d'International Economics
Consulting)



Gina Bonne (Commission de
l'Océan Indien)

SI LA MARÉE noire aura des conséquences désastreuses sur la communauté locale des pêcheurs et sur l'écosystème marin, son impact macro-économique et sur le plus long terme reste à être déterminé.

C'est du moins l'avis de Paul Baker, Chief Executive d'International Economics Consulting. «Des mesures doivent être mises en place pour aider ceux qui ont perdu leurs moyens de subsistance, un groupe restreint mais déjà vulnérable, et Maurice doit poursuivre l'élan de nettoyage. À l'échelle macro-économique, le principal impact du déversement d'hydrocarbures sera sur l'image du pays. Ce ne sera pas vraiment un impact économique direct», estime-t-il. Il se base notamment sur le fait que pour le moment, la marée noire est contenue dans une petite fraction de notre zone économique exclusive (ZEE). «La contamination ne devrait pas avoir un effet important sur la pêche commerciale. Une grande partie du poisson importé constitue un intrant de l'industrie du thon en conserve. Elle provient des Seychelles ou de Madagascar. Donc, l'impact devrait être négligeable. Du côté des exportations, nous ne devions pas, non plus, voir d'effets notables, sauf que le consommateur à l'étranger pourrait se méfier d'une boîte de thon labellisée mauricienne. Les groupes de consommateurs, contrairement à Maurice, sont extrêmement puissants pour communiquer, et ils pourraient affecter la demande», ajoute-il.

S'il note qu'il n'y a aucun signe que cela se produise à l'heure actuelle, Paul Baker fait remarquer que les risques de réputation sont néanmoins élevés et peuvent affecter indirectement les ventes de thon en Europe. «Un boycott est cependant peu probable car ce sont, en fait, les navires européens (et asiatiques) qui dirigent, en grande partie, les

flottes commerciales. Et ils n'ont aucun intérêt personnel à nuire à leur propre industrie», rassure-t-il.

Sur la question des accords de pêche, il se veut rassurant. «Ceux-ci sont renouvelés tous les trois ans, mais il n'y a aucune raison de croire qu'ils changeraient, à moins que le niveau de contamination de la ZEE n'augmente beaucoup plus, et que la taille des captures soit réduite pour préserver le peu de vie qui reste dans l'océan. Il est bien trop tôt pour le dire, et les premières indications semblent montrer que ce n'est pas le cas», observe-t-il. Mais il précise qu'il faudrait consulter plus en profondeur les accords pour avoir une meilleure analyse du sujet.

De son côté, Gina Bonne, chargée de mission en Environnement et Climat de la Commission de l'Océan Indien, fait bien comprendre ce que sont les eaux territoriales mauriciennes qui sont pour l'instant concernées. «Elles s'étendent à partir des récifs jusqu'à une distance de 12 miles nautiques (env. 22 km). Il ne faut pas confondre avec la zone économique exclusive (200 miles nautiques). La marée noire occasionnée par le MV Wakashio a essentiellement touché le lagon du Sud-Est, de Blue Bay jusqu'à Trou d'Eau Douce. Bien entendu, le déversement d'hydrocarbures a affecté les écosystèmes aquatiques et côtiers et les premières analyses des taux de pollution sur différents écosystèmes débutent. Concernant la pêche, il faut savoir que dans le Sud-Est, les pêcheurs s'adonnent principalement à la pêche au casier et à la sennie. Les poissons et autres animaux aquatiques présenteront sans aucun doute des taux de métaux lourds et autres éléments nocifs relativement conséquents comme l'arsenic, le cadmium, le mercure, les rendant impropres à la consommation, il faudra donc continuer à mesurer régulièrement les taux de métaux lourds et autres éléments nocifs dans l'eau ainsi que dans des échantillons de poisson pour définir la période de reprise des activités. En plus des capacités naturelles de résilience des écosystèmes, il est aussi important de contenir et de supprimer au maximum la pollution visible», commente-t-elle. Mais il apparaît peu probable que la pollution du MV Wakashio ayant dérivé vers le large puisse affecter significativement les espèces marines, notamment les espèces migratrices comme les thons et les espadons.

Carise TOURETTE / Nirvan ARMOOGUM

Campagne de Com sur les marchés d'exportation

«L'impact sur le PIB devrait être négligeable», insiste Paul Baker. Pour l'économiste, l'impact sur les flux commerciaux sera également difficile à identifier, car ils seront si faibles. Il n'empêche que l'image de Maurice a été durement touchée. «L'image d'une île entourée d'une marée noire (et c'est l'impression donnée par la BBC, CNN, etc.) ne séduit guère les touristes. Si on ajoute à cela l'image associée aux exportations des fruits de mer, elle sera dans l'esprit des consommateurs lors de l'achat du thon en conserve. Mais encore une fois, il est trop tôt pour être sûr de l'impact, mais le gouvernement devrait commencer dès que possible à travailler sur une campagne de communication sur ses marchés d'exportation, pour contrôler cette image disgracieuse», recommande-t-il.

Australia announces new High Commissioner to Mauritius

Today I announce the appointment of Dr Kate O'Shaughnessy as Australia's new High Commissioner to Mauritius. Dr O'Shaughnessy will also be accredited to Comoros, Madagascar and Seychelles.

Australia and Mauritius enjoy strong historic links, with this year marking 50 years of diplomatic relations. Australia is home to the largest Mauritian diaspora, numbering more than 30,000 people. We have increasing partnerships and trade in education, blue economy and agribusiness. Australia also has important links with Seychelles in marine research and resource management, and with Madagascar, particularly in mining and sustainable development.

All four countries are members of [the Indian Ocean Commission](#) and the Indian Ocean Rim Association, regional organisations that are important to Australia's interests. We have a shared agenda to promote [maritime security](#), women's economic empowerment, and blue economy initiatives in the Indian Ocean region.

Dr O'Shaughnessy is a career officer with DFAT and was most recently Deputy Director, Western Australia State Office. She has previously served overseas in Ghana.

Dr O'Shaughnessy holds a PhD and a Bachelor of Arts (Honours) from the University of Western Australia.

I thank previous High Commissioner Jenny Dee for her contributions to advancing Australia's interests in Mauritius since 2017.

Plus d'information

https://www.foreignminister.gov.au/minister/marise-payne/media-release/high-commissioner-mauritius?utm_source=miragenews&utm_medium=miragenews&utm_campaign=news

SECURITE – Des équipements informatiques pour le Centre national de fusion d'informations maritimes de Madagascar



Antananarivo, 31 Août, 10h00 – Ordinateurs de bureaux, tablettes, caméras. Les équipements informatiques offerts la semaine dernière au Centre national de fusion d'informations maritimes de Madagascar (CFIM) et à l'état-major de la marine nationale malgache (EMMN) devraient permettre au CFIM de se connecter et d'interagir avec le Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM) et le Centre régional de coordination des opérations (CRCO).

Avec ces équipements de pointe offerts par le programme régional pour la promotion de la **sécurité maritime (MASE)**, le CFIM et l'EMMN peuvent standardiser leurs capacités techniques avec celles du CRFIM et du CRCO, ce qui devrait faciliter leur interaction et leur interopérabilité avec les deux centres régionaux. Des formations et des exercices sont prévus pour familiariser les officiers de liaison nationaux et régionaux avec ces nouveaux outils et pour tester leur coordination.

Photo : Commission de l'océan Indien (COI)

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Fonds vert pour le climat finance 4 pays insulaires de l'Océan Indien

Nous venons d'apprendre par voie de presse que les Comores à l'instar de trois autres pays de la région de l'Océan Indien font partie des états insulaires de la région qui bénéficieront d'une subvention de 49,2 millions de dollars (environ 42 millions d'euros) pour des projets sur le changement climatique.

En effet, une somme de 38 millions (32 millions d'euros) de dollars est octroyée par le Fonds vert pour le climat (FVC) pour aider les organisations non-gouvernementales des îles de l'Océan Indien: Seychelles, Madagascar, Maurice et Comores. L'objectif est de mener des projets d'adaptation basés sur les écosystèmes pour un changement climatique. Les 11,2 millions de dollars (près de 9,5 millions d'euros) sont une subvention du « Critical Ecosystems Partnership Fund », basé aux États-Unis. Cette organisation permet à la société civile des pays en développement de protéger les points chauds de la biodiversité dans le monde.

Les organisations non gouvernementales engagées dans des solutions naturelles pourront profiter

d'une partie des fonds. L'adaptation consiste à s'appuyer sur la biodiversité et les écosystèmes tels que les mangroves, les herbiers et les zones humides pour accroître la résilience des populations aux effets du changement climatique. L'adaptation basée sur les écosystèmes consiste à utiliser l'environnement naturel pour aider les populations à accroître leur résilience, à réduire leur vulnérabilité et à s'adapter aux effets du changement climatique. Cet environnement est principalement constitué par la biodiversité et les services écosystémiques tels que les zones humides, les mangroves et les herbiers marins.

Il convient de noter pour mémoire, que les activités du FVC sont alignées sur les priorités des pays en développement grâce au principe de l'appropriation par les pays, et le Fonds a établi une modalité d'accès direct afin que les organisations nationales et infranationales puissent recevoir des financements directement, plutôt que seulement via des intermédiaires internationaux. Le Fonds accorde une attention particulière aux besoins des sociétés qui sont très vulnérables aux effets du changement climatique, en particulier les pays les



S'adapter face la montée du niveau de la mer

moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID) et les États africains.

Les pays en développement nomment une autorité nationale désignée (NDA) qui sert d'interface entre leur gouvernement et le FVC, et doit approuver toutes les activités de projet du FVC dans le pays. Cette approche dirigée par les pays garantit que les activités du FVC fonctionnent en harmonie avec les

priorités nationales. Un point focal national existe en la personne de M. Youssouf Hamadi ancien secrétaire général du ministère de l'environnement et dernièrement le conseil des ministres vient d'approuver les statuts de l'Autorité Nationale Désignée (AND) dans le cadre du FVC.

L'objectif de toutes les activités du FVC est d'aider les pays en développement à limiter ou réduire leurs

émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux impacts du changement climatique. Comme on le constate, des financements pour l'adaptation contre le changement climatique existent. Reste le challenge de mobiliser les capacités pour les canaliser vers le bien-être des communautés locales.

Mmagaza

Energie renouvelable – Trente cinq mille panneaux solaires à Andranotakatra

🕒 2 septembre 2020 💬 Commenter 👤 Vero Andrianarisoa 👁 445 Vues 🕒 2 minute(s) pour lire



Mahajanga est encore la seule ville où la Jirama utilise une centrale thermique. Dans le cadre de la transition de l'énergie renouvelable, un grand projet de centrale solaire est en cours de construction à Andranotakatra, dans la commune rurale de Belobaka, district de Mahajanga 2. Les travaux de terrassement et l'installation des clôtures sont réalisés depuis quelques semaines. Plus de trente cinq mille panneaux solaires produisant 17 méga watts seront bientôt installés sur une superficie de 42 hectares.

« L'objectif est d'améliorer la production d'énergie et de réduire le coût de l'énergie à Mahajanga. La production d'énergie sera de 17 mégawatts. Mahajanga et Belobaka jouiront des avantages de cette nouvelle infrastructure. La centrale solaire sera interconnectée avec la Jirama et produira une électricité hybride », explique le directeur régional la Jirama de Boeny, Maurille Mananjara.

Un dédoublement de conduite de refoulement sera réalisé. L'installation s'effectuera en trois étapes, la première sera achevée dans deux mois avec une première production de 1,2 Mégawatts puis la deuxième vague de 10,8 Mégawatts sera réalisée en mars 2021. La dernière étape de l'installation produira 5 Mégawatts à la fin de l'année 2021. Les sociétés Green Power, les investisseurs canadiens, malgaches et mauriciens sont les principaux promoteurs de cette centrale solaire.

Mardi, le gouverneur Mokhtar Andriatomanga a effectué une visite sur place avec les responsables de la Jirama et de la direction régionale de l'Énergie de Boeny.

Un projet de panneaux solaires flottant sera installé aux Seychelles

By: [Salifa Karapetyan](#) édité par: [Sharon Ernesta](#) traduit par [Rudie Bastienne](#) | Views: 407



Swimsol

Technical Information
Floating solar demonstration project Seychelles

Le projet est une première pour les Seychelles et il présentera le concept technique et montrera les avantages du solaire photovoltaïque offshore par rapport à l'énergie fossile. (Swimsol)

([Seychelles News Agency](#)) - Un nouveau projet **photovoltaïque** flottant devrait être installé au large de la zone industrielle de Providence aux Seychelles.

Le projet - une première pour l'archipel- présentera les avantages du **photovoltaïque** offshore par rapport à l'énergie fossile. Le projet sera mis en œuvre par **Swimsol** en partenariat avec Energy Solutions Seychelles.

Swimsol est un fournisseur d'énergie solaire pour les stations balnéaires des Maldives.

Elle est pionnière dans le développement solaire flottant marin.

Swimsol, qui affirme avoir développé le premier système solaire flottant commercial de qualité marine au monde, a reçu une subvention du Nordic Development Fund (NDF) pour développer un projet aux Seychelles.

«Pour exploiter tout le potentiel de l'énergie solaire aux Seychelles, le **photovoltaïque** doit non seulement être installé sur terre et dans des zones d'eau abritées, mais également en mer. Le **photovoltaïque** flottant est l'option permettant d'économiser un espace limité sur terre », a déclaré Swimsol.

Après consultation avec le ministère des infrastructures, le site a été identifié. Il s'agit d'une zone maritime au large de la zone industrielle de Providence, sur la côte est de Mahé, l'île principale.

L'équipe a trouvé que le site était idéal, car il est facilement accessible, sans Corail et pas d'impacts environnementaux négatifs. [Suite](#)

SWIOFish2 : 3960 kits pour les petits pêcheurs des régions Diana, Analanjirofo et Melaky



Les pêcheurs du nord de la Grande île avec les kits distribués dans le cadre du SWIOFish2

Les petits pêcheurs formalisés, membres de groupements de pêcheurs, disposant d'une carte de pêcheur et embarquant dans des pirogues immatriculées sont les bénéficiaires directs du projet. Une deuxième vague de 11 000 kits est déjà en vue.

Les poissons se font rares sur les zones côtières de Madagascar. Pour leurs activités, les pêcheurs doivent aller au large, faisant face à des dangers. Il faut qu'ils soient mieux équipés pour une meilleure sécurité en haute-mer, selon les promoteurs du 2e Projet de gouvernance des pêches et de croissance partagée du sud-ouest de l'Océan indien (SWIOFish2), sous tutelle technique du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) et financé par la Banque mondiale. Le 24 août dernier, les pêcheurs ont reçu des kits de sécurité en mer, composés de gilets de sauvetage, de miroir réflecteur et de lampe de poche étanche d'une autonomie de 6 à 10 heures. Ces équipements permettront aux pêcheurs de minimiser les risques éventuels d'accidents auxquels ils sont confrontés quotidiennement, selon le SWIOFish2. D'après les informations, les actions de distribution se poursuivront au cours de ce mois de septembre, dans les zones ultra-prioritaires (ZUP) où travaille le projet. On peut citer la Zone Batan au niveau de la baie d'Ambaro de Tsimipaïke d'Ampasindava et de Nosy-Be, précisément dans les districts d'Ambilobe, d'Ambanja et de Nosy-Be, pour la région de Diana ; au niveau de la Baie d'Antongil (BA) pour la région d'Analanjirofo incluant les districts de Maroantsetra et de Mananara Nord ; et au niveau de la région Melaky, dans les Districts de Maintirano, d'Antsalova et de Besalampy.

Priorité. La distribution de ces kits est un volet important et indispensable dans la mise en œuvre de SWIOFish2, dans un sens où la sécurité des pêcheurs prime dans une optique de prolifération du secteur, selon les responsables du projet. « Elle vient en complément à la formalisation, l'immatriculation des pirogues, les questions d'amélioration de la traçabilité ainsi que d'autres activités dans le cadre de la mise en œuvre du projet. A noter que SWIOFish2 est un projet d'appui institutionnel pour le MAEP. Selon

ses objectifs et ses composantes principales, il est mis en œuvre pour améliorer la gouvernance des pêcheries prioritaires et pour promouvoir l'adhésion des populations cibles à la gestion des pêcheries et à la promotion des activités alternatives », ont-ils noté. Suivant les grandes lignes de la politique publique des pêches adoptée par le ministère de tutelle, SWIOFish2 vise en effet l'exploitation durable et rationnelle des ressources halieutiques et la santé environnementale du milieu marin. Autrement dit, le projet vise à responsabiliser les pêcheurs pour la conservation des ressources halieutiques tout en pratiquant leur activité dans les règles de l'art et en toute sécurité humaine et réglementaire.

Savoir-faire. Une formation sur les techniques de pêche améliorée et des sensibilisations sur les textes réglementaires ont ainsi précédé la distribution de ces kits de sécurité.

Des séances de formation des formateurs au niveau des huit districts de ces zones ultra-prioritaires (ZUP) ont également été organisées dans le cadre de l'application des outils de sensibilisation, ainsi que sur la professionnalisation et la sécurité en mer des petits pêcheurs. 33 personnes ont bénéficié de la formation des formateurs, à savoir les représentants des unités de gestion local (UGL), les responsables des pêches et de l'aquaculture (RPA) et leurs collaborateurs dans chaque district ainsi que les responsables régionales de la Pêche et de l'Aquaculture (SRPA). Ces derniers étant des démembrements du MAEP au niveau local. Après la formation, les agents des UGL seront donc capables d'utiliser les outils de sensibilisation sur les engins et les techniques de pêche moderne, ainsi que les outils de sensibilisation sur la sécurité en mer au niveau des communautés de pêcheurs.

Antsa R.